

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 291 - VENDREDI 27 MAI 2016

PÂQUERETTE SENTENCIEUSE

Si tu veux manifester,
vaut mieux être vieux général
que jeune prof de fac

AGENDA MILITANT

→ 28 mai

Paris [Un jour au Yemen](#)
Rennes [El Canto général](#)

→ 30 mai

Annemasse [Être jeune en Palestine](#)

→ 4 juin

Vianne [Partout dans le monde
des solutions existent](#)
St-Genies-Bellevue [Demain](#)

→ 4-5 juin

Île de France [Et si ça conflue ?](#)

→ 6 juin

Nanterre [Assurance chômage
et intermittence de l'emploi](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Luttons démocratiques
[17.89 contre 49.3 ?](#)

→ Travail Salarial

[Face au déni de démocratie, poursuivre l'action](#)

Hollande, Valls, Macron... qu'ils s'en aillent tous !

« **L**a CGT ne fait pas la loi dans ce pays. (...) Il n'y aura ni retrait ni modification », a martelé le Premier ministre, ce 25 mai, devant l'Assemblée nationale. Et de confirmer le lendemain : « Il n'y aura pas de modification de la philosophie du texte ». Il s'était précédemment étranglé à l'idée que des aménagements à la loi El Khomri puissent être envisagés par le président du groupe... socialiste (piteuse répartition des rôles, une fois de plus).

Traduisons ce que parler ainsi veut dire. Ceci : « Il est interdit de penser que la société, les citoyens puissent avoir voix au chapitre ! » Mais aussi : « Sénateurs et députés devront se soumettre ! » Sur cette ligne ultra, il peut certes compter sur les militants radicaux de France 2, David Pujadas et Nathalie Saint Cricq, ainsi que sur Fillon et le Front national. Il peut stigmatiser, haïr, dénigrer, réprimer... Mais lui, Hollande et Macron ne peuvent compter sur aucun soutien populaire, et c'est bien leur problème !

C'est dans la rue qu'il se passe ! Le succès de la nouvelle journée de grève et de manifestation montre l'ampleur et la profondeur de la colère, de sorte que personne ne peut plus prédire ce qui va se passer. Alors que tous les commentateurs avaient précédemment enterré le mouvement, tout montre que les grèves, les blocages et les manifestations se poursuivent et s'intensifient. Les étapes institutionnelles, tel le début des débats au Sénat le 14 juin vont être marquées par de nouveaux temps forts, à moins que la mobilisation gagne sans attendre quelques crans supplémentaires... et à moins que le gouvernement saute et qu'Hollande doive commencer à manger son chapeau, sans attendre mai 2017.

On sait qu'une grève générale ne se décroche pas : elle se constate. Nous ne savons pas si nous y viendrons cette fois-ci mais nous sommes certains que la société a commencé à relever la tête.

● Cerises



Face aux stratégies du Capital et ses serviteurs politiques, convergences des luttes et appropriation sociale

Avec les acteurs des mobilisations contre la Loi Travail en manif, dans les blocages et sur les places, avec les journalistes debout, la question de la démocratie politique, économique, sociale est posée. Le point de vue de Benoît Borrits.



Rencontre de l'Atelier de Montluçon, le 27 avril, sur le thème : "Face aux scandales des *Panama Papers*, le mouvement Nuit Debout ne pose-t-il pas une exigence de justice et de transparence ?", avec Benoît Borrits, journaliste et chercheur militant, animateur de l'Association Autogestion, membre du Conseil scientifique d'Espaces Marx, et par ailleurs participant et observateur de Nuit Debout à Paris.

Pour comprendre comment on en est arrivé aux *Panama papers*, je ferai un retour arrière à la crise boursière de 2007-2008 qui a mené à la récession de 2009. À l'origine de cette crise, il y avait celle des *sub-primes* aux États-Unis, c.-à-d. de produits financiers concoctés à partir du crédit immobilier accordé à des ménages relativement peu solvables, dans un contexte de dépréciation globale des salaires sur les dernières années. Il y a eu un retournement de marché aux États-Unis, la Federal Reserve Bank a remonté ses taux à partir de 2006, certains crédits étaient à taux variable, d'où des difficultés de rembourser, des saisies immobilières, et, au final, une insolvabilité qui a commencé à casser les montages financier et mettre en péril des établissements - on se souvient de la chute de Lehman Brothers, entre autres.

Endettement public moteur du capitalisme

Un an ou deux auparavant, on était en pleine expansion des idées

néolibérales, c'est-à-dire le moins d'intervention d'État possible, et l'abandon *de facto* des politiques keynesiennes – ainsi la limite fixée à 3 % de déficit et surtout pas plus de 60 % d'endettement. Or, dans le contexte de cette crise, les États font l'exact contraire de ce qui avait été affirmé des années durant. Et l'endettement public se substitue à l'endettement des ménages comme moteur du capitalisme, pour que celui-ci continue à fonctionner et pour maintenir autant que faire se peut les banques en état.

Mais cette situation ne pouvait pas durer, l'euro était dans les mains des marchés financiers, les États ne pouvaient pas se financer autrement que sur les marchés financiers. On assiste à une accumulation de bulles spéculatives en règle et à un effet de domino dans ce qu'on appelait vulgairement dans le milieu financier le Club Med' – la Grèce, l'Italie, l'Espagne, avec à l'époque l'Irlande – et on se retrouve avec une crise de la dette. ●●●



La « transparence suffit-elle ? », demande Benoît Borrits. Google : société américaine, filiale et siège européen en Irlande. 2011 : perquisitions et saisies au siège de Google France à Paris, puis redressement. 24 mai 2016, Paris, rebelotte : perquisition du siège parisien de Google, aujourd'hui visé par une enquête préliminaire pour fraude fiscale aggravée et blanchiment en bande organisée de fraude fiscale aggravée. À suivre.

●●● On assiste alors à un changement dans les gouvernements par rapport à la fraude fiscale¹. Celle-ci, jusque là, n'était guère abordée que dans les milieux altermondialistes. D'une façon générale ceux qui couvraient cette fraude la banalisaient au prétexte que, le capital étant tellement taxé, il était normal que certains jouent un peu. Mais quand il y a eu crise de la dette, les États européens ont commencé à mener des dialogues relativement serrés avec des pays comme l'Autriche, le Luxembourg, la Suisse, avec les îles Jersey, Guernesey, etc., pour que cesse l'anonymat des comptes : c'était le plus facile, le vecteur le plus simple de la fraude fiscale. Très rapidement en l'espace de 4-5 ans, les choses vont se mettre au pas ; aujourd'hui on parle d'échanges automatiques d'informations qui vont très prochainement se mettre en place. C'est le moment où certaines fortunes vont alors s'en aller d'Europe et procéder à des montages plus complexes : on fait appel à un cabinet d'avocat, on monte une structure de société. Dans le cas des *Panama papers*, c'est un cabinet d'avocats panaméens qui monte une structure à Hong Kong et autres, qui ensuite ouvrent des comptes bancaires, dans des pays aussi anodins que la Nouvelle Zélande, par exemple,

comptes qui permettent d'investir sur les marchés mondiaux. Dans l'affaire des *Panama papers*, on s'aperçoit que cela éclabousse de très nombreuses personnes ; on retrouve des noms bien connus de la politique française comme un certain Cahuzac, passé par la Suisse au préalable. Face à cela, on revendique de la transparence des comptes, mais est-ce vraiment suffisant quand il s'agit toujours de continuer à investir pour plus de profit ?

**Face à la fraude fiscale,
on revendique
de la transparence
des comptes, mais est-ce
vraiment suffisant quand
il s'agit toujours
de continuer à investir
pour plus de profit ?**

Un gouvernement au service du profit

Je voudrais mettre cette interrogation en rapport avec la situation dans laquelle nous sommes, en France, après 4 ans de présidence Hollande. Alors que pour le candidat Hollande la finance était la mal aimée, on a vu mettre en place d'abord le crédit d'impôt compétitivité emploi, qui est monté en puissance de 20 à 30 milliards d'euros sous forme de crédit d'impôts pour les entreprises. Dans la même

foulée, on a l'Accord national interprofessionnel, minoritaire, signé par la CFDT et quelques syndicats, accord qui remet en question deux choses : le CDI en tant que tel sur le montant de salaire brut qui peut être renégocié dans certaines circonstances, et puis aussi l'homologation des plans de "sauvegarde" dans des circuits administratifs. Dans le même temps, les négociations sur la retraite repartent, et ce gouvernement reprend ce qu'avaient fait les précédents : l'allongement de la durée de cotisations, avec petite nouveauté l'augmentation des cotisations salariales, les salaires en reprennent un coup, parce qu'avec l'augmentation des cotisations patronales arrivent le pacte de compétitivité, les attaques contre les allocations familiales – à partir du 1^{er} avril 2016 ce sont déjà de 2 % de ces allocations qui sont tombés. Jusqu'à ce qu'on arrive à cette loi El Khomri avec un code du travail ramené au minima et surtout avec l'inversion de la hiérarchie des normes qui permet à une entreprise de déroger à un accord de branche - l'intérêt de l'accord de branche est d'imposer les mêmes conditions sociales dans un environnement concurrent alors qu'à l'inverse avec cette dérogation la "concurrence libre et non faussée" se fait au profit du moins disant social. Sans parler de la loi Macron de dérégulation du secteur économique.

Ces quatre années de présidence Hollande ont amené une accélération par rapport à ce qui se faisait avant. ●●●

1. Sur l'évasion fiscale voir : "[Évasion fiscale, un vol... capital](#)", Entretien avec Hermès, *Cerises* n°160, 23/11/2012, et "[Évasion fiscale, le filet se resserre ?](#)", Hermès, *Cerises* n°215, 11/4/2014.



●●● Depuis une trentaine d'année, on était sur une situation de régression sociale, mais on n'avait jamais vu un gouvernement capable d'accumuler plus d'une loi ou mesure par an. Cette situation pourrait être très favorable à une véritable gauche, une gauche rénovée, d'autant depuis des années la gauche disait que la part des salaires ayant baissé de 10 %, il y aurait quelque chose à gagner, on pourrait envisager un autre modèle. Or, on s'aperçoit que cette idée passe relativement mal dans la population, on a du mal à les avancer. Pourquoi ?

L'obsession des dividendes

Je voudrais poser ici une petite interprétation en faisant appel à deux catégories d'économistes sur ce sujet. Les premiers, ce sont les économistes post-keynésiens, des économistes de gauche qui voulaient pousser le keynésianisme dans ses derniers retranchements, qui refusaient la synthèse néoclassique avec sa combinaison politique monétaire/politique budgétaire. Ils avançaient l'idée qu'en enlevant un euro de dividende pour le passer en euro de salaire, celui-ci serait dépensé, il y aurait une demande adressée aux entreprises, qui se mettrait dans la foulée à investir et au final on aurait un cercle vertueux de croissance qui ferait le bonheur de tous. Les dividendes amputés au départ s'y retrouveraient plus tard.

C'est le schéma qui a *grosso modo* marché durant la période dite des Trentes Glorieuses, ce qu'on appelle parfois un compromis de classe politique. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas eu de luttes

sociales, bien au contraire, mais il y avait toujours un "répondant" dans le système qui permettait d'avancer. Puis ce système va se verrouiller à partir du milieu des années 70, avec la crise du pétrole. Et là, autre économiste, James Tobin, bien connu à ATTAC, l'inventeur de la taxe du même nom sur les transactions financières, fait une autre proposition qui n'est pas contradictoire avec les post-keynésiens : pour lui, les post-keynésiens ont raison sur l'investissement, mais pour les possédants l'important, c'est que cet investissement soit valorisé et Tobin définit un coefficient dans lequel on met au numérateur la valeur marchande des

**Lorsqu'on parle de
démocratie et de
démocratie économique,
il y a un accueil
absolument positif de la
totalité de Nuit Debout.**

investissements, donc la valorisation boursière, et au dénominateur la valeur d'achat des investissements, en gros la valeur comptable d'une entreprise telle qu'on la définissait il y a quelques années dans les normes comptables, dans lesquelles on enregistrerait les investissements à leur valeur d'achat. Selon Tobin, quand ce coefficient est supérieur à 1, globalement les entreprises se mettent à investir parce qu'il y a immédiatement valorisation, et quand il est inférieur à 1, les entreprises ont tendance à ne pas

investir parce que tout investissement va se faire au détriment de la valorisation.

Et c'est ce modèle qui prend le dessus sur l'autre. Et Tobin, courbes à l'appui, montre qu'effectivement toutes les fois qu'il y a chute boursière, les entreprises investissent moins – ce qui renvoie à la crise boursière de 2007-2008 évoquée plus haut, avec la récession de 2009 dans la foulée. Dans le livre *Coopératives contre capitalisme*², je reviens sur la distribution du dividende dans la période d'après-guerre et l'on voit que ceux-ci montent dans les sociétés non financières, il y a beaucoup à reconstruire, jusqu'en 1955 ; il y a alors un tournant avec les grandes grèves de cette année-là et on entre dans les Trente Glorieuses : les possédants "sacrifient" leurs dividendes, mais ils savent qu'ils sont en période de croissance. On a très clairement un accident dans les années 70 et on n'est plus du tout sur le même rythme de croissance, les actionnaires veulent reprendre le dessus et ils le font schématiquement en deux temps : de 1976 à l'année 2000, période à la fin de laquelle on mise sur l'Internet, sur une nouvelle forme de croissance ; puis nouvelle cassure en 2000, la bulle Internet explose, la croissance ne reprend pas, et les actionnaires se servent encore plus ●●●

2. Sur *Coopératives contre capitalisme* voir : "[Coopératives contre capitalisme : des utopies concrètes ?](#)" Entretien avec Benoît Borrits, *Cerises* n°278, 22/1/2016, et "[Anatomie d'un projet par Benoît Borrits](#)", Pierre Zarka, Association auto-gestion, 7/1/2016.



Benoît Borrits : « Commandez du thé 1336, faites passer dans les circuits militants, allez dans les supermarchés réclamer qu'ils homologuent ces produits, pour créer un mouvement d'opinion. »

●●● en comprimant les salaires. J'ai évoqué les *subprimes* américains, mais c'est un phénomène français aussi, celui de l'absence de salaires, la compression des salaires qui conduit à l'endettement des ménages. Par exemple les crédits à la consommation sont passés de 80 % de 2000 à 2008.

À partir de 2009, la part des dividendes dans la valeur ajoutée chute. On assiste à un acharnement du patronat à vouloir remonter le taux de distribution des dividendes alors que les progressions de l'économie, les perspectives de progression dans l'économie et donc des dividendes sont plus basses que jamais : on tourne autour de 0,5 %, alors que 5 ans auparavant on était dans les 2 %. On ne peut comprendre la présidence Hollande et l'acharnement du patronat à enfoncer encore plus le modèle social que dans ce contexte de demande redressement des valorisations.

Or, comme en 2010 avec la contre-réforme, aujourd'hui la majorité de la population est opposée à la loi Travail : on parlait de 65 % opposés à la réforme des retraites en 2010 et on retrouve à peu près le même taux contre l'abandon du Code du travail. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'émergence de ce phénomène de Nuit Debout. C'est très clairement la question démocratique qui est posée. Comment se fait-il qu'on puisse avoir quelqu'un qui va gouverner contre une majorité en permanence, qui fait *grosso modo* ce qu'il veut - qui avait dit à l'époque qu'il gouvernerait contre la

finance et qui en réalité gouverne au service des intérêts de la finance.

Nuit Debout et la nécessaire convergence des luttes

L'histoire de Nuit Debout est maintenant connue, mouvement parti à l'initiative du journal *Fakir* et d'une projection du film *Merci Patron !* le 31 mars. Au bout d'une semaine, la "mayonnaise prend" avec la place de la République occupée tous les soirs, avec une population très très di-

Les SCOP sont fortement représentées dans toute l'économie et elles marchent mieux que le reste de l'économie, leur taux de pérennité est plus fort que celui des entreprises de sociétés de capitaux.

versifiée d'un point de vue générationnel. Il est vrai qu'on voit partout les jeunes à la manœuvre, ce qui a de tous temps été le cas, mais avec une foule composite, et avec des débats en tous genres : sur la démocratie bien sûr, sur le partage de revenus, sur les questions d'antiracisme, d'anticolonialisme, de genre, de féminisme... Selon les médias, c'est un *tohu bohu*, ça va dans tous les sens. Non, c'est faux, il y a un vecteur qui est extrêmement clair dans cette mobilisation de Nuit Debout, c'est le refus de la loi El Khomri, de la loi Travail. Que ces débats

ailent dans tous les sens, c'est normal, qu'on se parle, c'est très sain, alors qu'habituellement on ne se parle pas, là on rentre dans une situation normale. Je participe régulièrement à l'atelier économie qui a lieu tous les soirs à 17h et il est intéressant de confronter les points de vues de citoyennes et citoyens. On se parle, alors qu'habituellement on ne se parle pas : on rentre dans une situation normale.

On a vu ensuite Nuit Debout s'étendre, en région, ce qui est relativement positif et intéressant. Sans que ce soit évidemment extraordinaire partout - on voit parfois parfois la gauche entre soi. Il y a aussi un déficit de connexion avec les quartiers populaires et cela interpelle parce que ce qui est associé au refus de la loi El Khomri, c'est bien la nécessité de gagner sur la question du chômage, question posée dans les quartiers populaires et à laquelle il faut répondre. On voit aussi des débuts dans les entreprises. Et tout ce mouvement nous a amenés le 20 mars à une très grande Nuit de convergence des luttes, à la Bourse du travail, qui n'a pas pu accueillir tout le monde, qui a été retransmise en direct place de la République, où se trouve un monde fou. Cette Nuit a pris toute une série de décisions, notamment de rencontrer la CGT, les dirigeants syndicaux viendront place de la République le soir du 1^{er} mai, une liaison très importante va se mettre en place. Et cela se termine par un orchestre improvisé qui s'est constitué sur Framadate, logiciel libre, qui interprète la Symphonie du Nouveau Monde ●●●

●●● de Dvorjak, tout un symbole. On sent que quelque chose se passe. On a demandé si cela ressemblait à la place Syntagma, en Grèce, ou à la Puerta des Sol, à Madrid : selon une amie grecque, c'est le cas mais en plus politique dans les débats à Paris.

La question est posée du passage ou non de la loi. La bataille a commencé, le patronat lâche Hollande sur la loi, encore insuffisante pour lui, notamment sur les prud'hommes. Mais même en cas de victoire, la question du chômage reste posée. On a aujourd'hui des réponses très différentes entre ce que l'on entend à Nuit Debout et, par exemple, à la CGT qui, depuis quelques temps, ramène sur le devant de la scène la réduction du temps de travail pour créer des emplois et offrir à tous un temps plein correctement rémunéré. À Nuit Debout, il y a davantage consensus sur les notions de revenu de base, avec de la redistribution. Par contre, lorsqu'on parle de démocratie et de démocratie économique, il y a un accueil absolument positif de la totalité de Nuit Debout - qui n'est pas poussé complètement jusqu'au bout en termes de conséquences.

Les SCOP : prendre en main son destin

Ce qui m'amène à parler du tournant de 2010 sur le front social. Après 2009, la récession et des milliers de plans de licenciements, il se passe quelque chose de neuf en 2010 avec deux conflits emblématiques : SeeFrance et les Fralib. Dans ces deux conflits, les salariés disent : même s'il est normal qu'en 2009 face aux licenciements on se soit battu "comme des lions" pour des indemnités, mais au final ce n'est pas la solution ; c'est l'emploi qu'on veut garder et nous

sommes persuadés que la meilleure façon de conserver son emploi, c'est de le contrôler soi-même, de prendre en main son destin. Et ils vont le faire à leur façon. À SeeFrance, dans des conditions très délicates qui ne sont pas du fait des salariés, la solution adoptée va amener le dépôt de bilan de la SCOP en 2015, ce que j'explique dans mon livre. Et puis il y a l'entreprise Fralib de conditionnement de thés et d'infusions à Gémenos. Il est très important aujourd'hui de les soutenir : ils ont décidé de prendre en main leur destin et il faut que cette entreprise vive et qu'elle soit dans quatre-cinq ans une réussite, c'est une question politique majeure.

**Nous nous trouvons
aujourd'hui
dans une situation où
il n'y a plus guère de
compromis possible
entre les classes
et si nous voulons que
le progrès social
reprenne, alors cela
suppose l'expropriation
d'une façon ou d'une
autre des actionnaires.**

Il y a toute une série de reprises d'entreprises qui vont dans le même sens : les Filpa à Carcassonne avec les glaces de la Belle Aude, dans la région Auvergne en Haute-Loire Fontanille et ses dentelles élastiques, c'est la librairie des Volcans à Clermont-Ferrand, c'est en Savoie SET, une entreprise de très haute technologie qui fait des appareils

de soudures au demi-micron près. À Grenoble, les salariés d'Écopla, avec la CGT, se battent pour repartir en société coopérative, en SCOP. Et dans presque tous ces conflits, c'est la CGT qui est à l'offensive, ce qui est nouveau dans le discours des sections syndicales – on avait avant plutôt tendance à chercher un repreneur, une solution industrielle à l'ancienne. Aujourd'hui il y a une évolution qui est un symbole de la situation : il n'y a plus guère d'autre solution industrielle possible autre que de reprendre en main son destin.

On nous objecte souvent que le mouvement des SCOP concerne de petites entreprises³. C'est faux, la moyenne de salariés dans une SCOP est de 20 personnes, dans les entreprises toutes confondues en France elle est de 26. Si les SCOP sont très fortes dans les PME, entreprises de 10 à 250 personnes, elles sont aussi fortes dans le reste de l'économie : dans les entreprises de taille intermédiaire de 250 à 5 000, avec des SCOP de 2 000 à 2 500 personnes, comme SCOPELEC près de Toulouse, et on connaît même des groupes coopératifs de 70 000 personnes et plus, comme Mondragon de l'autre côté des Pyrénées au Pays basque. Donc c'est tout sauf "bancale" et, de toutes façons, les SCOP marchent mieux que le reste de l'économie, leur taux de pérennité est plus fort que celui des sociétés de capitaux. ●●●

³. Sur Fralib et les SCOP voir : "[Fralib, tous les sujets sont politiques](#)", Entretien avec Olivier Leberquier, *Cerises* n°125, 9/12/2011, et "[Coopératives, marché et transformation sociale](#)", *Cerises* n°153, 28/9/2012, et "[De la coopérative vers l'appropriation sociale](#)", Benoît Borrits, *Cerises* n°211, 28/3/2014.

●●● Mon propos n'est surtout pas de dire qu'il faut multiplier les exemples de SCOP pour s'en sortir. Mais ces reprises d'entreprises se font sur un mode défensif, on pose la question de la coopérative quand l'emploi est menacé. N'est-ce pas plutôt sur un mode offensif qu'on doit poser cette question comme issue au conflit de classe ? Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation où il n'y a plus guère de compromis possible entre les classes et si nous voulons que le progrès social reprenne, alors cela suppose l'expropriation d'une façon ou d'une autre des actionnaires et la reprise des entreprises que ce soit en coopérative ou sous une autre forme, parce que je pense qu'on va dépasser cela.

Pour une appropriation sociale généralisée

La situation est très contrastée aujourd'hui en Europe, avec Jeremy Corbin en Grande-Bretagne, avec aux États-Unis, fer de lance du capitalisme, la montée de Bernie Sanders, avec *Podemos* en Espagne et même au Portugal où si un parti socialiste est au pouvoir, il l'est avec le soutien conditionnel du *Bloco* et du PCP pour une politique anti-austérité. On voit que cela bouge. Nous sommes, en France, une particularité avec un balancier qui se tourne de l'autre côté, vers l'extrême-droite, mais les balanciers tournent relativement vite. On n'a jamais eu une instabilité en Europe aussi forte que dans les cinq à dix dernières années comparativement à ce qu'on a connu sur une période de 40-50 ans.

Imaginons donc qu'un gouvernement progressiste soit mis en place. Il faudra forcément avancer sur la question du plein emploi, des créations de postes, dans le public et aussi dans le privé

par une réduction du temps de travail ; on remettra certainement en question les contre-réformes des retraites : ne serait-ce que de redescendre de 41,5-42 à 37,5 années, c'est 1,8 million de postes de travail qui se dégage pour, aujourd'hui, 6 millions de chômeurs ou presque. C'est une partie de l'équation.

La seule résolution possible des scandales à répétition, c'est la socialisation généralisée de l'investissement, et l'appropriation générale de nos unités de production.

On va remonter la part des salaires dans la valeur ajoutée. Et comment va-t-on accompagner cette hausse ? On ne peut le faire, à mon sens, qu'à partir du moment où on mettra en même temps des réformes de structures qui permettent aux salariés de s'emparer de leurs unités de production, d'établir des contre-plans, de disposer de fonds, par exemple par une cotisation salariale, une taxe sur la valeur ajoutée - on peut imaginer un certain nombre de procédés - , de fonds qui permettront d'offrir aux banques, qui seront peut-être aussi en voie de socialisation, des lignes de crédit long terme/ moyen terme pour stabiliser les bilans et financer les contre-plans des salariés ; et des lois pour exproprier les actionnaires quand il y a désaccord sur les investissements à mener dans le temps.

Ce qui nous ramène à ceci : finalement, quand on met en place ce type de

structures, on est en train de repenser un autre monde, dans lequel l'investissement ne sera plus simplement dépendant de l'initiative privée, mais de choix collectifs d'un fonds salarial qu'on peut commencer à segmenter : sur un pareil budget, combien peut-on mettre aujourd'hui sur la rénovation énergétique, combien voulons-nous mettre sur la mobilité, sur la réindustrialisation, la reconversion biologique des terres. Donc des débats politiques qui nous permettent de nous réapproprier notre avenir, de commencer à reposer vers quoi en tant que société nous souhaitons aller. Et à partir de l'existence d'un fonds socialisé de ce type, c'est un peu cette nature mixte de la coopérative mi-privée, mi-collective qu'on fait avancer un peu plus loin, vers un système de socialisation.

Revenons-en pour finir aux *Panama papers*, avec des rebondissements qui n'en finissent pas, parce que seul compte l'investissement privé, d'avoir du "rendement", avec ces tentatives d'échapper à la transparence. La seule résolution possible de ces scandales à répétition, je le pense, c'est la socialisation généralisée de l'investissement et l'appropriation générale de nos unités de production. Et la question, aujourd'hui, très clairement posée aux partis de gauche est : pourquoi ne posent-ils pas la question de l'appropriation sociale comme objectif central ?

● Transcription et synthèse réalisées par **Cerises**.

La vidéo de la soirée de Montluçon est en ligne sur le site communistesunitaires.net et sur rencontres-atelier.fr

Au lycée... quand les idées dominantes dominant moins !

Évidemment les injonctions académiques peuvent sembler imperméables aux effets des confrontations idéologiques qui marquent le pays. Ainsi en lettres comme dans d'autres disciplines le programme c'est le programme ! Évidemment !

Le sujet du bac blanc concocté par l'ensemble des professeurs de lettres de mon établissement avait, cette année, une petite gueule de l'air du temps qui ne trompe pas.

Les candidats ont dû se frotter à Étienne de La Boétie dans son *Discours contre la servitude volontaire* et aussi à Marivaux fé-

ministe avant l'heure dans *La Colonie*, à la fête il y avait aussi le discours du "meneur" gréviste Étienne Lantier dans *Germinal* de Zola et enfin il y avait ce généreux et vivifiant poème de

Jacques Prévert *Mai 68* qui fustige le pouvoir gaulliste et dit tout son soutien à la jeunesse. Et les enseignants de mettre les points sur les i. Dans la formulation de la consigne : il s'agissait, entre autres exigences, de repérer dans chacun des textes les modes d'incitation à la révolte. Il fallait ensuite, pour ceux qui choisissaient le sujet d'invention, emprunter ses accents à La Boétie pour dire le sentiment de révolte éprouvé à l'occasion de tel ou tel événement. Les plus audacieux, qui choisissaient la dissertation, se mesuraient à René Char qui affirme : « *je n'écrirai pas de poème d'acquiescement* ». On a vu plus consensuel et plus frileux toutes ces dernières années...

Manifestement, les élèves aussi ont envie d'en découdre. J'en veux pour preuve quelques éléments marquants de l'énorme paquet de copies que j'ai eues à corriger. Bien sûr, un grand nombre n'est pas à l'aise avec les normes littéraires de l'épreuve, mais force m'a été

de constater que ce sujet a été pour eux l'occasion de prendre la parole. La vigoureuse rhétorique de La Boétie a été abondamment empruntée pour fustiger le sort réservé aux migrants, pour dénoncer l'homophobie, le racisme. À l'applaudimètre, c'est le discours d'Étienne Lantier qui a remporté la majorité des suffrages. Ces jeunes gens de 17 ans ont commenté l'appel à la lutte, l'appel à la solidarité, l'appel à la résistance, au sursaut de dignité. Le personnage de Zola affirme : « *le salariat est une forme nouvelle de l'esclavage... la mine doit être au mineur comme la mer est au pêcheur comme la terre est au paysan* ». Pas une copie qui, tant bien que mal, maladroitement ou plus habilement, n'ait relevé la portée politique de ce moment là du discours. Et

la résonance avec les questions d'aujourd'hui a souvent été si forte qu'elle a conduit les candidats à s'exprimer sur la politique du Président, sur la « *politique pas sociale des socialistes* », dit. Onze

de mes 62 copies contenaient explicitement ou implicitement une mise en cause de la "loi travail" !

Et alors, diront les blasés ? Et alors : depuis des années, les copies étaient d'une bien-pensance assommante. La sacralisation de l'événement bac n'y est pas pour rien, mais aujourd'hui elle semble donner de la sacralité à ces mots là que l'on dépose sur les copies.

D'ailleurs, le plus réjouissant s'est déroulé dans les couloirs. Un certain nombre de candidats ont été sanctionnés justement pour le tour politique qu'ils ont donné à leur copie alors qu'il s'agit d'une épreuve littéraire. Mécontents, ils en parlaient entre eux. J'ai laissé flâner mes oreilles pour entendre : « *j' m'en fous j' dirai ce que j'ai à dire* »...



● Catherine Destom-Bottin



I comme individu (quelle figure ?)

Dans un essai plein d'esprit, paradoxal et brillant, *L'Âme de l'homme sous le socialisme*, l'écrivain anglais Oscar Wilde, en 1890, prenait parti pour le socialisme, et même le communisme, au nom de l'individualisme.

Il y expliquait que dans la société actuelle, l'altruisme faisait des ravages. La quasi totalité des êtres humains sont contraints de travailler et de vivre pour les autres. Seule une toute petite minorité peut vivre pour elle-même et développer ses propres capacités. Et le sentiment apparemment si humain et généreux de la charité entretient cette scandaleuse inégalité.

Sur sa lancée, devant les événements historiques, il exprime son opposition à l'idée d'un socialisme autoritaire. « Le socialisme en lui-même aura pour grand avantage de conduire à l'individualisme.

Le socialisme, le communisme - appelez comme vous voudrez le fait de convertir toute propriété privée en propriété publique, de substituer la coopération à la concurrence -, rétablira la société dans son état naturel d'organisme absolument sain, il assurera le bien-être matériel de chaque membre de la société. En fait, il donnera à la vie sa vraie base, le milieu qui lui convient. Mais pour que la vie atteigne son mode le plus élevé de perfection, il faut quelque chose de plus. Ce qu'il faut, c'est l'individualisme. Si le socialisme est autoritaire, s'il existe des gouvernements armés du pouvoir économique, comme il y en a aujourd'hui qui sont armés du pouvoir politique, en un mot, si nous devons avoir des tyrannies industrielles, alors ce nouvel état de choses sera pire pour l'homme que le premier. »

Point de vue d'esthète, pourrait-on dire... Point de vue d'un artiste doué d'une sensibilité et d'une intelligence exceptionnelle et que l'opinion commune semble contredire.

Mais les faits lui ont donné raison. Le socialisme réel (dans la forme despotique qui a été le plus

souvent la sienne) a largement nié l'autonomie et la singularité des individus au profit d'un conformisme "collectiviste".

Marx parlait de l'homme total. Dans sa phase héroïque et volontariste, le socialisme stalinien ou maoïste lui a substitué le mythe de l'homme nouveau. Ce qui est très différent car l'homme nouveau suppose de faire table rase de l'homme ancien et de ses contradictions. Alors que Marx n'envisageait pas de faire des hommes des héros qui se sacrifient, des « petites vis » de la construction de la société nouvelle ; il rêvait au contraire d'une libération des facultés humaines, l'homme surmontant son aliénation et renouant avec sa propre nature qui est liée à l'apprentissage permanent de la liberté. Cette idée

Nous ne sommes pas des monades, des atomes indépendants les uns des autres, enfermés dans une solitude existentielle qui définirait la condition humaine, mais des individus qui ne deviennent personnes humaines à part entière que dans la relation aux autres.

de l'homme total (idéal et mouvement) est exprimée dans un passage célèbre de *L'Idéologie allemande* où Marx écrit que dans la société communiste personne ne sera enfermé dans un cercle exclusif d'activités. « Je peux chasser le matin, pêcher l'après-midi, m'occuper d'élevage le soir et m'adonner à la critique après le repas, selon que j'en ai envie, sans jamais devenir chasseur, pêcheur, berger ou critique. »

Malgré quelques tentatives (par exemple de rotation des tâches dans certaines entreprises), pour l'essentiel ce n'est pas ce qui s'est passé. La faute en incombe sans doute au faible développement des forces productives, au retard des sociétés concernées et aux nécessités du rattrapage économique du capitalisme qui n'a guère laissé de place à la vie autogérée.

Le *Manifeste* affirmait que dans le communisme, le libre épanouissement de chacun serait la condition du libre épanouissement de tous. Que cette phrase ait souvent été lue à l'envers par les communistes eux-mêmes est, comme cela a été plusieurs fois souligné, significatif de toute cette histoire que nous avons vécue et que nous devons assumer.

De son côté, le capitalisme le plus développé (où les possibilités matérielles et techniques d'une telle maîtrise existent) ●●●

●●● voit le règne du travail morcelé, parcellaire, privé de sens et dont les individus n'ont pas la maîtrise. Plus encore, le capitalisme qui fait sans cesse l'éloge de la propriété privée, prive en fait la majorité des individus de toute propriété, sur leurs moyens de production comme sur leurs conditions de vie elles-mêmes. Ce système prône l'individualisme mais il estropie les individus. Ce système qui a été, dans une large mesure, permis par la proclamation de l'individualisme abstrait qui postule l'égalité en droit de tous les acteurs sur le marché, nie leur liberté concrète. Son individualisme abstrait aboutit en pratique au conformisme généralisé. Le commerce, la publicité et les médias tendent à formater les individus. C'était déjà la critique de Marcuse en 1964, dans *L'Homme unidimensionnel*. Marcuse analysait la société américaine de "consommation". Mais il visait aussi la société soviétique en proie à la bureaucratiation. À ses yeux, le contrôle social sur les individus était une caractéristique majeure partagée par les sociétés industrielles avancées où tout est subordonné à l'impératif économique. Or ce contrôle social généralisé est le spectacle que nous avons aujourd'hui sous les yeux, dans une société de plus en plus "orwellienne". Les exemples abondent, depuis la mise au pas des États récalcitrants comme la Grèce jusqu'à l'immixtion incessante dans la vie quotidienne, dont le «paquet neutre» est un dernier avatar, assorti de discours moralisateurs et culpabilisants, en passant par l'obsession sécuritaire sous toutes ses formes. Aujourd'hui dans sa phase sénile, le capitalisme est ultra-libéral pour les puissants et répressif pour les peuples et la plupart des individus. Ce que les gens redoutaient du "communisme", le capitalisme est en train de le réaliser. C'est ce que disait Bernie Sanders pendant sa campagne électorale...

Évidemment, les raisons "individualistes" d'aspirer à une société plus "collectiviste", de solidarité, de partage, si elles sont profondes et vraies ne sont pas pour autant évidentes pour le plus grand nombre. L'aspiration à la liberté ne conduit pas spontanément à l'action collective.

Et pour libérer les potentialités progressistes des aspirations individuelles, il ne suffit pas de répéter sur tous les tons que "l'individu est au centre".

Car s'il s'agit de mettre au centre l'individu tel que notre société le produit, il n'est pas sûr que le résultat soit très convaincant.

En fait, nous ne pouvons pas faire l'économie d'une critique de l'individualisme pauvre et appauvrissant qui règne aujourd'hui. Nous ne pouvons pas faire l'économie d'une réflexion et d'une action sur la figure de l'individu, telle qu'elle se présente aujourd'hui et telle qu'elle peut devenir. L'individu enfermé dans la concurrence, dans la guerre de tous contre tous, est un individu mutilé et dangereux. Alors que se joue aujourd'hui, dans la vie sociale, dans les luttes antiracistes, par exemple, comme dans la pratique des nouveaux médias et dans l'émergence d'une forme de conscience planétaire, la possibilité d'un individu élargi, accueillant à la figure de l'autre.

Cela rejoint les intuitions anciennes de nombreux poètes et philosophes. Tel Victor Hugo, qui dans la préface à son recueil les *Contemplations* écrivait déjà : « Ah ! insensé, qui crois que je ne suis pas toi ! »

**Après l'expérience
d'un socialisme où
le collectif s'est imposé
au détriment des individus,
et celle d'un capitalisme
où les individus s'affirment
au détriment du collectif,
il serait temps de
trouver les voies d'une
émancipation à la fois
collective et individuelle.**

Nous ne sommes pas des monades, des atomes indépendants les uns des autres, enfermés dans une solitude existentielle qui définirait la condition humaine, mais des individus qui ne deviennent personnes humaines à part entière que dans la relation aux autres. En fait, c'est d'un personnalisme matérialiste dont nous aurions besoin, capable de définir la perspective moderne d'une figure humaine renouvelée, celle de l'époque de "l'individu planétaire"...

Cette motivation morale du combat social et politique paraît aujourd'hui sans doute secondaire, mais elle est essentielle.

C'est elle qui peut donner un souffle et un élan nouveaux. Face au danger d'une nouvelle barbarie, l'enjeu est bien celui de la civilisation.

Pour résumer, on pourrait dire qu'après l'expérience d'un socialisme où le collectif s'est imposé au détriment des individus, et celle d'un capitalisme où les individus s'affirment au détriment du collectif, il serait temps de trouver les voies d'une émancipation à la fois collective et individuelle.

Prendre au sérieux cette question a des implications pour la pensée, la culture, mais aussi pour les formes d'organisation et d'action.

● Patricia Latour et Francis Combes



En lutte !

Des affiches, des caricatures, et de beaux portraits de femmes et d'hommes en lutte sur : <https://www.facebook.com/infocomcgt/>



Image de la semaine

● **Autain face à Valls.** En visite en Israël et dans les Territoires palestiniens, Manuel Valls a notamment dénoncé « l'islamo-gauchisme » et « ces capitulations, ces ambiguïtés avec les Indigènes de la République, les discussions avec M^{me} Clémentine Autain et Tariq Ramadan, ambiguïtés entretenues qui forment le terreau de la violence et de la radicalisation ». Clémentine Autain a dénoncé la volonté de la disqualifier, ainsi que le mouvement dont elle est l'une des porte-paroles, Ensemble ! : « Que des hauts responsables politiques, jusqu'au Premier ministre, puissent raconter n'importe quoi, mentir et escamoter les termes d'un débat qui devrait être sérieux et exigeant, ce n'est pas à la hauteur. (...) L'État tient un prétendu discours de fermeté et dans le même temps nourrit Daech dans ses choix de politique internationale. Le Premier ministre prétend chercher la voie de la paix dans le conflit israélo-palestinien en affirmant que la reconnaissance d'un État palestinien n'est pas automatique. Il soutient Benjamin Nétanyahou au moment où un ministre pourtant de droite quitte son gouvernement parce qu'un représentant d'extrême-droite, raciste patenté, y entre. Je lui pose la question : qui renforce le wahhabisme saoudien et qatari aujourd'hui ? Qui arme les dictateurs du Moyen-Orient ? (...) Qui a remis la Légion d'honneur à un prince héritier d'Arabie saoudite ? (...) Nous, nous combattons les replis identitaires que nourrissent les discours et la politique du Premier ministre. Je comprends que, ma famille politique et moi, nous lui faisons peur dans ce moment politique où la révolte gronde dans le pays et où nous sommes au bord de la grève générale ». La gifle !

● **Suicide scientifique, industriel... et politique.** 8 chercheurs reconnus mondialement, dont 7 prix Nobel, ont publié

dans *Le Monde* une tribune, après l'annulation de 256 millions de crédit de recherche par le gouvernement. Soulignant « que les dépenses de recherche et développement (R&D) de l'État fédéral allemand ont augmenté de 75 % en dix ans » et que le gouvernement américain « vient de décider de doubler son effort dans le domaine des recherches sur l'énergie », ils dénoncent un coup de massue : « la recherche scientifique française, dont le gouvernement ne cesse par ailleurs de louer la grande qualité et son apport à la R & D, est menacée de décrochage vis-à-vis de ses principaux concurrents dans l'espace mondialisé et hautement compétitif de la recherche scientifique ». Ils estiment : « Ce que l'on détruit brutalement, d'un simple trait de plume budgétaire, ne se reconstruit pas en un jour. Les organismes nationaux de recherche vont devoir arrêter des opérations en cours et notamment limiter les embauches de chercheurs et de personnels techniques. Ce coup d'arrêt laissera des traces, et pour de longues années », alors même que « trois organismes français, le CEA, le CNRS et l'Inserm, (figurent) parmi les dix organismes publics les plus innovants au monde ». Et de dénoncer un « suicide scientifique et industriel ». Et politique !

● **Rebelle et relève.** Patrick Beauverger était l'un de ceux qui, en Seine maritime, avait porté la révolte contre les menaces de licenciements et la liquidation de l'outil de travail industriel. Il est mort à l'âge de 61 ans. À ses proches, l'équipe de *Cerises*, dont il a été lecteur jusqu'au bout, exprime avec tristesse ses pensées fraternelles. Au mois de mai 2016, les mouvements dans les mêmes secteurs, et plus généralement, contre la loi Travail montrent que la relève est assurée.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

